



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 23 octobre 2026

FOCUS : LE MANQUE DE CONCURRENCE DANS LA REGION, UN FREIN SIGNIFICATIF AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 2

Bolivie 3

La Bolivie réforme les exportations d'or pour attirer les dollars dans le système financier 3

Colombie 3

Le budget pour 2027 sera approuvé par décret après qu'un vice de procédure a compromis son adoption législative. 3

Le gouvernement entame une réduction inédite du nombre de contractuels de l'État. 4

L'activité économique se contracte en août pour la première fois depuis avril 2025. 4

La Banque centrale a déjà atteint plus de 25 % de son objectif d'achats de dollars dans le cadre de son programme d'accumulation de réserves. 4

Équateur 5

Petroecuador reprend ses ventes de pétrole au Pérou et le transport de brut colombien. 5

Les exportations équatoriennes vers l'Union européenne reculent de 12 % sur les huit premiers mois de l'année. 5

Guyana 6

Les recettes pétrolières dépassent déjà la prévision annuelle. 6

Pérou 6

Un crédit supplémentaire de 2,4 Md\$ est approuvé, la priorité étant donnée aux mesures visant à faire face au phénomène El Niño. 6

Le Pérou réussit l'évaluation de l'OCDE en matière de protection des consommateurs et progresse dans son processus d'adhésion 6

Venezuela 7

Le panier alimentaire de base du mois de septembre atteint 761\$. 7

Le FMI et la CEPAL actualisent leurs prévisions pour le Venezuela. 7

Focus : Le manque de concurrence dans la région, un frein significatif au développement économique

Alors que la concurrence est essentielle pour favoriser les entreprises les plus productives et innovantes, la pression concurrentielle reste faible en Amérique andine et sur le plateau de Guyanes. La concentration des entreprises en Amérique andine est forte, avec un indice de concentration (HHI) près de quatre fois plus élevé que celui des économies avancées. L'indicateur PMR de la Colombie, qui mesure si un pays adopte les meilleures pratiques concurrentielles, est nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE (1,9 contre 1,4), notamment à cause de la charge réglementaire et des barrières tarifaires et non-tarifaires. La concentration est élevée dans les secteurs capitalistiques (télécommunications, énergie, banque, voire pharmacie au Pérou) ou dans lesquels existent des entreprises publiques.

Selon la BID, si les marchés en Amérique latine étaient aussi concurrentiels que dans les économies avancées, le PIB augmenterait de +11 % et les recettes fiscales de +14 %.

En effet, une intensification de la concurrence accroît la propension des entreprises à investir et innover et améliore l'allocation des ressources dans le marché du travail. La part des ventes consacrée à la recherche et au développement (R&D) dans l'Union européenne est 3,5 fois supérieure à celle de l'Équateur, près de 5 fois à celle du Pérou et 14 fois à celle de la Colombie. Une hausse de 0,1 point de l'indice de réglementation de la concurrence (de 0,4 à 0,5) dans la région est associée à une augmentation de 5,6 points de la productivité totale des facteurs d'une entreprise médiane. Au Pérou, l'élargissement du pouvoir de l'autorité de la concurrence en 2013 et la suppression des barrières à l'entrée sur le marché local dans 1 800 municipalités a entraîné une hausse de plus de 10 % de la productivité des entreprises.

Cette concentration confère davantage de pouvoir de marché aux entreprises, leur permettant d'augmenter leurs prix, avec des effets marqués sur le pouvoir d'achat et les inégalités. En Amérique latine, les marges seraient ainsi 12 % plus élevées que dans les économies avancées. La littérature économique souligne que ces marges pèsent davantage sur les ménages pauvres, puisqu'ils ne peuvent pas s'approvisionner sur des marchés étrangers plus concurrentiels. En outre, les employeurs peuvent verser des salaires inférieurs à la contribution réelle des travailleurs à la production, ainsi qu'une plus grande distribution de dividendes aux actionnaires sans investissement supplémentaire. Dans son rapport, la BID estime qu'une augmentation de la concurrence en Amérique latine pourrait réduire les inégalités de près de 6 % et augmenter la part de l'économie formelle de +4,1 points de pourcentage.

Pour favoriser la concurrence, les pouvoirs publics peuvent simplifier leurs réglementations et renforcer les autorités de concurrence. En Colombie, la charge administrative pour les entreprises représente un « impôt implicite sur la taille » selon la BID, estimant la charge fiscale associée à 25 % pour les petites entreprises pour 10-15 % seulement pour les grandes entreprises, bénéficiant d'économies d'échelle et de plus de moyens. Au Pérou, l'extension en 2021 des compétences et du budget de l'autorité de la concurrence a permis d'éviter une concentration excessive sur le marché de la distribution de carburant.

Bolivie

La Bolivie réforme les exportations d'or pour attirer les dollars dans le système financier

Le décret présidentiel (dit « suprême ») n° 5747 met fin au système de certificats exigés par la Banque centrale pour exporter de l'or, qui avait été instauré en 2023 sous le président Luis Arce. La Banque centrale préemptait les achats de la production aurifère pour renforcer ses réserves, en payant les producteurs en bolivianos au taux de change fixe, avant d'autoriser l'exportation du reste du métal. Sa vente à l'étranger permettait la procuration de dollars en période de pénurie de devises, en partie pour financer les importations de carburant subventionné. Cependant, le paiement au taux de change fixe, alors qu'un taux parallèle existait, aurait détourné une partie de la production vers la contrebande.

Les exportateurs devront déposer au moins 80 % de leurs recettes auprès d'entités financières locales. Le gouvernement présente la mesure comme un outil d'amélioration du flux de dollars dans un système bancaire bolivien en pénurie chronique de devises.

Colombie

Le budget pour 2027 sera approuvé par décret après qu'un vice de procédure a compromis son adoption législative.

Le Congrès avait adopté le projet de loi de finances pour 2027 d'un montant de 201 Md\$ (634 900 Md COP), dans la nuit du 19 au 20 octobre. Le déficit public projeté s'élevait à 9,4 % du PIB. La répartition finale, par rapport à une précédente version votée par les deux chambres, augmentait les dépenses en faveur de la santé et de la défense au détriment des

institutions de l'accord de paix. Ainsi, par rapport au projet initial du gouvernement, le Congrès avait ajouté 1,6 Md\$ (5 000 Md COP) au budget dédié la santé, 2 Md\$ (6 400 Md COP) à la Défense et que 1 Md\$ (3 000 Md COP) au ministère des Mines et de l'Énergie, notamment pour les subventions à l'électricité et au gaz. Au contraire, la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) aurait connu une réduction de 57 M\$ (181 Md COP).

Cependant, le texte a été voté de manière distincte par les deux chambres, entraînant la nullité du vote. L'article 65, portant sur le prix du pétrole et son effet sur les finances publiques, a été amendé par la Chambre des représentants, sans être voté dans les mêmes termes par le Sénat.

Le gouvernement a annoncé qu'il promulguera le budget pour 2027 par décret, dans les termes adoptés à l'issue du premier débat, comme le prévoit la Constitution. Le délai constitutionnel pour tenir une conciliation entre les deux chambres afin de voter sur un même texte étant dépassé, le gouvernement adoptera le budget par décret. Le texte final adopté correspond à celui issu des premiers débats parlementaires, sans tenir compte des changements ayant eu lieu lors de la seconde session de débat (coupure de la JEP, hausse du budget de la santé, etc.).

Les marchés ont d'abord réagi favorablement à l'approbation du budget avant de percevoir négativement les erreurs de procédure. Le peso colombien s'est apprécié de +0,6 % le 20 octobre par rapport à la veille, puis s'est déprécié de -1,5 % le lendemain, au moment de l'annonce du vice de procédure.

Une loi d'ajustement fiscal, qui doit permettre de réduire les dépenses publiques de 2,2 points de PIB doit encore être présentée et validée par le Congrès afin de renouer avec une trajectoire soutenable des finances publiques. L'approbation de cette loi constituera un véritable test de la crédibilité du gouvernement pour les marchés.

Le gouvernement entame une réduction inédite du nombre de contractuels de l'État.

Le nombre de contractuels en contrats de prestation de services (OPS) s'est réduit de -4 % depuis l'investiture du président. Entre le 7 août et le 7 octobre, ces contrats sont passés de 102 340 à 97 765, soit une réduction de 4 575 postes. Sur la même période, le gouvernement Duque avait augmenté ces postes de +2 % et le gouvernement Petro de +4 %. Cette réduction fait suite à la directive présidentielle du 7 septembre 2026, qui prévoit la révision systématique de ces contrats au motif de la lutte contre les « contractuels éternels » de l'État, identifiés comme une des causes de la crise budgétaire. Une nouvelle circulaire, publiée le 16 octobre, fixe un objectif de réduction de 25 % du nombre de contractuels alors que l'emploi public est le deuxième employeur du pays (~13 % de l'emploi), derrière le commerce (~17 %). A ce jour, l'économie réalisée est estimée à 17 M\$ (54 Md COP).

Cette réduction s'explique essentiellement par des contrats arrivés à échéance. Seuls 13 % des contrats arrivés à échéance ont été renouvelés (contre 26 % sous Gustavo Petro à la même période). Les départs se concentrent dans des entités marquées par l'expansion de l'emploi contractuel sous la législature précédente : l'Agence nationale des terres (ANT, près de 25 % des effectifs contractuels totaux), l'IGAC (Institut géographique Agustín Codazzi, chargée de la cartographie et du cadastre) ou encore l'Invías (Institut national des voies).

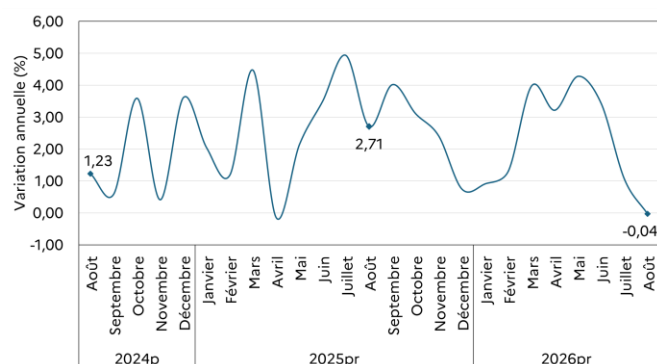
L'activité économique se contracte en août pour la première fois depuis avril 2025.

L'indicateur de suivi de l'économie (ISE) s'est établi à 127 points en août, une baisse annuelle de -0,04 %. Il s'agit de la première baisse depuis avril 2025, alors que le marché

anticipait une croissance d'environ 1,5 %. Par rapport à juillet, l'indice a baissé de -3,1 %. L'ISE permet d'estimer le PIB mensuel, dont la publication n'est que trimestrielle. La décomposition sectorielle montre une faiblesse généralisée : les activités primaires (agriculture et mines) reculent de -3,2 %, les activités secondaires (industrie et construction) de -3 %, tandis que les activités tertiaires ne croissent que de +1 %.

Le séisme du 10 août participe nettement à cette contraction alors que la production a été affectée dans une partie du territoire. Pour autant, d'autres facteurs exercent une pression à la baisse : ralentissement des revenus du secteur cafetier, baisse de la production pétrolière et ralentissement de la dynamique de la dépense publique. Cette contraction s'aligne avec les estimations à la baisse du FMI concernant la croissance colombienne, estimée à 2,2 % pour 2026 (contre 2,6 % dans les estimations précédentes).

Graphique : Évolution annuelle de l'indice de suivi de l'économie (ISE)



Source : DANE, SER de Bogota

La Banque centrale a déjà atteint plus de 25 % de son objectif d'achats de dollars dans le cadre de son programme d'accumulation de réserves.

Au 15 octobre, la Banque centrale avait acquis 1,1 Md\$ de devises depuis le lancement du programme fin juillet, soit environ 27 % de l'objectif maximal de 4 Md\$ fixé par la Banque. Les achats de devises ne peuvent être lancés que lorsque le taux de change (TRM ; taux

représentatif du marché) est inférieur à sa moyenne mobile sur 20 jours ouvrés, soit quand le peso s’apprécie. La Banque intervient ainsi lorsque les devises sont moins coûteuses.

Depuis juillet, la Banque a mené trois opérations d’accumulation de réserves. En août 400 M\$ (plafond mensuel) ont été acquis, contre seulement 296 M\$ en septembre alors que le peso se dépréciait. En octobre, la reprise de l’appréciation du peso a déjà permis d’atteindre le plafond mensuel de 400 M\$ de devises. Ces achats sont réalisés en émettant de la monnaie (peso) pour racheter les dollars des banques et établissements financiers.

Ces accumulations de réserves ont pour objectif de renforcer la liquidité disponible en cas de choc externe. En juillet, les réserves atteignaient déjà 67 Md\$ (la couverture des importations étant largement suffisante, estimée à 121 % de la métrique ARA du FMI en 2025) et permettent de faire face à des chocs de financement externes. Au rythme observé depuis août (environ 365 M\$/mois), l’objectif maximal serait atteint en huit mois. Cependant, ce calendrier reste conditionné à la dynamique du taux de change : un renforcement du dollar serait ainsi associé à un ralentissement des achats.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,8%	33,0%	2561
Change USD/COP	0,4%	-18,4%	3189
Change EUR/COP	0,5%	-21,2%	3575
Prix du baril (Brent, USD)	3,9%	66,9%	110

Équateur

Petroecuador reprend ses ventes de pétrole au Pérou et le transport de brut colombien.

La compagnie publique Petroecuador a attribué deux contrats de vente de pétrole

brut Oriente à l’entreprise publique péruvienne Petroperú, marquant la reprise des échanges commerciaux entre les deux sociétés après quatre ans d’interruption. Les contrats portent sur un total de 16 millions de barils : 4,3 millions sur six mois et 11,9 millions sur onze mois. Le brut équatorien doit approvisionner la raffinerie de Talara, au Pérou, dont il pourrait couvrir environ 60 % des besoins en pétrole brut.

Cette opération renforce la présence de l’Équateur sur le marché régional des hydrocarbures et ouvre des perspectives de coopération supplémentaires dans le commerce de produits pétroliers, le stockage et le transport maritime. Parallèlement, Petroecuador a rétabli en octobre le transport de pétrole colombien pour les entreprises Ecopetrol et Amerisur, via les oléoducs San Miguel–Lago Agrio et Transecuatoriano (SOTE). Les volumes acheminés atteignent en moyenne 11 900 barils par jour, générant des recettes publiques estimées à 1,4 M\$ par mois, soit 16,8 M\$ sur l’année. Le service avait été suspendu en janvier 2026 après une hausse du tarif de transport de 3\$ à 30\$ par baril, dans le contexte des tensions commerciales entre Quito et Bogotá.

Les exportations équatoriennes vers l’Union européenne reculent de 12 % sur les huit premiers mois de l’année.

Les exportations équatoriennes vers l’Union européenne de produits non pétroliers et non miniers ont diminué de 12 % en valeur entre janvier et août 2026, pour s’établir à 3,9 Md\$, selon la Banque centrale de l’Équateur (BCE). L’Union européenne demeure néanmoins le deuxième débouché de ce type d’exportations, derrière les États-Unis, avec une part de marché de 23 %. Ce recul contraste avec la progression des ventes équatoriennes vers les États-Unis (+7 %) et la Chine (+15 %) sur la même période.

La baisse est principalement imputable à la forte contraction des exportations de cacao,

dont la valeur a chuté de -59 %, à 390 M\$, après les niveaux exceptionnellement élevés des cours mondiaux enregistrés entre fin 2023 et mi-2025. Les conserves de thon ont également reculé de -8 %, à 675 M\$, dans un contexte de diminution des captures liée au réchauffement des eaux du Pacifique. À l'inverse, les exportations de crevettes, premier produit vendu au marché européen, ont diminué de -4 %, à 1,1 Md\$, tandis que celles de bananes ont progressé de 9 %, à 998 M\$. En parallèle, les importations équatoriennes en provenance de l'UE ont augmenté de 10 %, à 2 Md\$. Malgré tout, l'Équateur affiche un excédent commercial bilatéral avec l'UE de 1,8 Md\$ sur la période janvier-août 2026.

Guyana

Les recettes pétrolières dépassent déjà la prévision annuelle.

Le fonds souverain du Guyana (*Natural Resource Fund*) a reçu environ 3,9 Md\$ au cours des neuf premiers mois de 2026, dépassant dès août la prévision annuelle d'environ 2,8 Md\$. Au T2 2026, le pays aurait reçu 1,8 Md\$ contre 761 M\$ au T1. Ce résultat est en grande partie tirée par la hausse des prix pétroliers sur la période. De plus, le Guyana touche désormais près de 40 % des profits (contre 12,5 % auparavant) grâce au remboursement du capital initial investi par Exxon (cf. [Brèves semaine 34](#)).

Pérou

Un crédit supplémentaire de 2,4 Md\$ est approuvé, la priorité étant donnée aux mesures visant à faire face au phénomène El Niño.

Les commissions parlementaires ont approuvé l'avis autorisant un crédit supplémentaire de

2,4 Md\$ pour le budget de 2026, en accordant la priorité aux actions de prévention et d'atténuation face au phénomène El Niño 2026-2027. Ces ressources supplémentaires représentent une augmentation de 3,2 % par rapport au budget disponible. Cette initiative prévoit également des fonds destinés à honorer les obligations en suspens et à renforcer des domaines tels que les infrastructures, la sécurité, la santé et l'éducation.

En particulier, 464 M\$ seront affectés au règlement d'obligations qualifiées « d'incontournables », parmi lesquelles les pensions de la Caisse de Retraite des Militaires et des Policiers ainsi que les engagements liés au fonds de stabilisation des carburants. Par ailleurs, selon les calculs de l'Institut péruvien d'économie (IPE), en 2025, le pays comptait déjà 926 chantiers de gestion des risques de catastrophes paralysés ou abandonnés. Lima (268) et les régions du nord (149) en concentrent près de la moitié (45 %) et, en vertu des prévisions, les autorités disposent moins de trois mois avant l'arrivée de la saison de pluies.

Pour 2027, la présidente de la République, Keiko Fujimori, accompagnée du ministre de l'Économie et des Finances, Elmer Cuba, a présenté au Palais du Gouvernement un ensemble de mesures fiscales : cette proposition prévoit de mobiliser 5,2 Md\$ supplémentaires en 2027.

Le Pérou réussit l'évaluation de l'OCDE en matière de protection des consommateurs et progresse dans son processus d'adhésion

Le Pérou a réussi son évaluation concernant les politiques de protection des consommateurs mises en œuvre au niveau national, par l'intermédiaire des actions déployées par l'institut national de défense du consommateur, propriété intellectuelle, et de la libre concurrence (INDECOPI). Ce résultat représente une avancée importante dans le

processus d'adhésion du Pérou à l'OCDE, lancé en 2022. La directrice de l'institution, Milagros Maraví Sumar, a précisé que l'OCDE a analysé les actions et les mesures adoptées par le Pérou en matière de protection des consommateurs. Ce résultat favorable a confirmé que les politiques, les normes et les pratiques nationales sont conformes aux standards exigés par les économies membres de cet organisme mondial. Ainsi, le Pérou a été reconnu en juin dernier par les représentants de l'OCDE comme le pays candidat d'Amérique latine ayant le plus progressé parmi les huit pays en cours d'adhésion.

Venezuela

Le panier alimentaire de base du mois de septembre atteint 761\$.

Le panier alimentaire de base aurait connu une augmentation des prix de 8,6 % en bolivars en septembre par rapport à août 2026, selon Oscar Meza, PDG du Cendas-FVM.

Désormais, ce panier coûte 631 923 bolivars par mois. En dollars étatsuniens, l'inflation du panier alimentaire de base atteint 0,8 % (en tenant compte de la dépréciation du bolivar) pour atteindre 761,3\$ au taux de change officiel. Considérant le coût moyen de l'approvisionnement en eau potable (13,5\$), le coût du panier alimentaire de base (dit de subsistance) a atteint 774,8\$ par mois.

Le FMI et la CEPAL actualisent leurs prévisions pour le Venezuela.

Dans sa dernière estimation, le FMI anticipe une croissance de 5 % en 2026 et de 7 % en 2027 (après 9 % en 2025). L'institution prévoit également une inflation moyenne de 468 % sur l'année (337 % en fin d'année 2026) et un revenu par tête de 4 350\$ en 2026. De son côté, le CEPAL anticipe une hausse de 23 % des échanges commerciaux du pays. Les exportations pétrolières en valeur augmenteraient de 17 % grâce à l'allègement des sanctions et à la hausse des prix du pétrole.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	53,8	4,2	-1,6	-3,0	1,6	100,2	108	+5	14,2
Colombie	53,4	527,7	10,7	2,6	2,2	-2,6	59,5	83	+2	6,8
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,7	4,6	54,5 (2025)	88	+1	2,8
Guyana	1,0	34,0	38,6	19,3	22,3	31,6	25,3	89	+6	5,7
Pérou	34,8	399,6	11,5	3,4	3,0	4,0	28,6	79	0	4,4
Suriname	0,7	6,0	9,0	4,0	4,0	-51,0	85,1	114	+2	12,4
Venezuela	28,5	124,2	4,4	9,0	5,0	-1,0	/	121	0	336,7
Argentine	47,9	768,2	16,0	2,3	2,2	-1,1	69,3	47	0	29,5
Brésil	214,1	2 654,8	12,4	4,5	2,1	-2,9	97,0	84	+2	4,8
Chili	20,2	402,2	20,0	2,5	0,6	-1,2	42,8	45	0	4,2
Mexique	134,4	2 176,2	16,2	0,5	1,5	-0,3	62,1	81	+3	3,6

Source : FMI, WEO, octobre 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Bogota.

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)